Envoyé en préfecture le 28/07/2025 Reçu en préfecture le 28/07/2025 Terre Publié le 28/07/2025

ID: 013-200035087-20250728-AR2025_33-AR

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE LIBERTÉ – ÉGALITÉ – **FRATERNITÉ**

ARRONDISSEMENT D'ARLES

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION TERRE DE PROVENCE

N°AR2025_33

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS

Arrêté de la Présidente portant délégation de signature au Directeur Général des services

La Présidente de la Communauté d'Agglomération TERRE DE PROVENCE,

Vu l'article L 5211-9 du code général des collectivités territoriales, Vu l'arrêté n°AR2024-23 du 4 novembre 2024 portant délégation de signature accordée à Monsieur Frédéric MARTIN, directeur général des services, Vu l'arrêté n°AR2025_11 du 7 avril 2025 portant délégation de signature au Directeur Général des services,

Considérant qu'il convient d'accorder, dans un souci de bonne administration des affaires communautaires, une délégation de signature à des fonctionnaires directeur en la matière ;

ARRÊTE

Article 1:

A la suite des délégations consenties à Monsieur Frédéric MARTIN aux termes des arrêtés n°AR2024_23 et n°AR2025_11 est inséré en sus, en matière de ressources humaines, la signature des :

-autorisations ponctuelles de remisage à domicile de véhicule de service

Article 2:

Les autres dispositions demeurent inchangées.

Article 3:

La signature par Monsieur Frédéric MARTIN des actes et pièces repris à l'article 1 du présent arrêté devra être précédée de la formule indicative suivante : « par délégation de la Présidente ».

Article 4:

Cette délégation produira ses effets pour la durée de l'exercice des fonctions de l'agent, et dans la limite du mandat de la Présidente ou jusqu'à la décision de son retrait.

Article 5 : Madame la Présidente, Monsieur le directeur général des services, et Madame la Cheffe du Service Comptable sont chargés, chacun en ce qui les

Envoyé en préfecture le 28/07/2025 Reçu en préfecture le 28/07/2025 Publié le 28/07/2025

ID: 013-200035087-20250728-AR2025_33-AR

concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, et d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou sa publication.

Pour extrait conforme au registre des arrêtés

Fait à Eyragues, le La Présidente, Corinne CHABAUD